

Préfecture des Hautes-Pyrénées

Commune de RABASTENS-DE-BIGORRE

**PROJET de PLAN DE PRÉVENTION
DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES**

**AVIS ET CONCLUSIONS
DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE**

**Rappel sommaire de l'objet de l'enquête,
du contexte et des éléments principaux
concernant le déroulement de l'enquête publique**

a) - Objet et contexte de l'enquête :

Il concerne le projet de Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles de la commune de **Rabastens-de-Bigorre**.

Toutefois, les études ont été réalisées de façon simultanée, de manière à englober l'enveloppe des phénomènes naturels qui sont susceptibles de toucher les territoires des 29 communes du secteur dit du « Moyen Adour », au sein duquel sont susceptibles de se développer les risques. (Inondation, séismes, retrait/gonflement des argiles et glissements de terrains)

Si le périmètre de l'étude générale cernait l'ensemble des territoires du département arrosés par l'Adour et ses affluents en aval de Tarbes, le dossier/projet mis à l'enquête a concerné 29 communes du secteur Sud-Est du chef-lieu, soit : Ansost, Artagnan, Aurensan, Auriébat, Barbachen, Bazet, Bazillac, Bours, Camalès, Castéra-Lou, Chis, Dours, Escondeaux, Gensac, Lacassagne, Lafitole, Lescurry, Liac, Marsac, Monfaucon, Orleix, **Rabastens-de-Bigorre**, Sarniguet, Sarriac-Bigorre, Sauveterre, Ségalas, Tostat, Ugnouas, et Villenave-près-Marsac.

Néanmoins, un projet de dossier réglementaire a été établi pour chacune des 29 communes

b)- Éléments principaux concernant le déroulement de l'enquête :

Bien que la démarche visait à l'établissement d'un document PPRN par commune, les études d'aléas, génératrices des zones susceptibles d'être inondées en cas de crues de type centennal, ont porté sur l'ensemble du secteur aval de l'Adour, au Nord-Est de l'agglomération tarbaise.

Ainsi, l'essentiel des observations recueillies au cours de l'enquête ont été réunies par grands thèmes constatés sur l'ensemble des communes situées dans ce même bassin hydrologique.

Cela a permis d'analyser de façon plus rationnelle, les effets des inondations centennales susceptibles de se produire, ces événements exceptionnels ignorant bien entendu les limites administratives communales.

L'enquête a mis en évidence que c'est **le risque inondation** qui a provoqué le plus de réactions du public et des communes en raison des réglementations qu'il impose selon les zones, mais surtout de ses répercussions indirectes au niveau des documents de planification (PLU et PLUi notamment) sur lesquels le zonage PPR se superpose et s'impose de façon prépondérante.

Les autres risques, notamment « **Séismes** », « **retrait/gonflement des argiles** » et « **glissements de terrains** », déjà pris en compte au titre de l'application du droit des sols n'ont pas (ou peu) fait l'objet d'observations formelles du public.

Avis et Conclusions de la commission d'enquête

Après avoir :

- Étudié le dossier et reconnu le terrain en liaison avec les élus communaux et les services de l'État concernés,
- Fait des recherches complémentaires sur les crues de l'Adour avant 1952,
- Noté les conclusions du bilan de la concertation préalable et les avis des personnes publiques consultées,
- Pris appui sur les informations complémentaires recueillies auprès des partenaires de la démarche et sur des responsables d'institutions locales,
- Enregistré les observations émises par le public telles que référencées et résumées ci-après concernant la commune de Rabastens-de-Bigorre :

Porteurs d'observations	Réf. Reg.	Résumé des observations par la commission d'enquête.
LABRUE Jean-Marc	35	Afflux d'eau en zone urbaine blanche de Rabastens (rue de Lacassagne) en juin 2018. Point à voir dans le cadre de la GEMAPI.

MAILHES Jean	61	Visite et consultation du dossier lors de la permanence et satisfaction sur les informations données
ROQUES Nicole	62	L'entretien du canal de l'Alaric intra-muros permettait autre fois d'assurer les écoulements.
MAIRIE (Par délibération)	63	Demande que suite aux inondations des 12 et 13 juin, des secteurs et des rues soit classées en zone inondable. (Secteurs commercial route de Vic, du sud de la commune, rue des Bourdalats...)
BATIN Christian	64	Témoignage avec photos des inondations RN 21 au sud de la ville.

- Produit les observations de la commission d'enquête se rapportant à des généralités transversales relevées sur l'ensemble des dossiers des 29 communes du périmètre d'études et figurant, de façon détaillée, dans le rapport, soit :

- A - Organisation de la concertation,
- B - Document graphique du dossier règlementaire,
- C - Limites interzones
- D - Zones bleues.
- E - Zones jaunes
- F - Retrait/gonflement des argiles.

- **Analysé les observations du public et de la commission d'enquête par appui sur le mémoire en réponse du maître d'ouvrage suite à la communication de la synthèse des observations,**
- Effectué en tant que nécessaire des visites sur sites,
- Rencontré à plusieurs reprises le chargé d'études des services de l'État et la municipalité de Rabastens-de-Bigorre, et obtenu les informations complémentaires nécessaires à la compréhension du dossier et des spécificités du territoire,
- Consulté les documents de planification et divers autres documents,
- Rencontré et contacté plusieurs personnes ressources,
- Appréhendé les effets des risques tels que développés dans le dossier projet,
- Visité certains secteurs sensibles lors des fortes précipitations localisées ayant eu lieu lors de la période d'enquête,
- Pris appui sur les analyses telles que développées dans le rapport,

Considérant ainsi que les présentes conclusions sont fondées sur un ensemble suffisant d'éléments, il est dit :

- Que la démarche d'établissement du Plan de Prévention des Risques Naturels concernant la commune de Rabastens-de-Bigorre permet :
 - De définir une cartographie et une réglementation permettant de réduire à terme la vulnérabilité des biens et des personnes,
 - De disposer d'éléments fondamentaux règlementaires pour l'établissement du plan communal de sauvegarde. (PCS)

- De faciliter la gestion de la destination des sols et l'instruction des actes d'Application du Droit des Sols. (ADS)

En conséquence,
La commission d'enquête émet un AVIS FAVORABLE au projet de Plan de Prévention des Risques naturels Prévisibles concernant la commune de Rabastens-de-Bigorre.
Par appui sur les démarches ci-dessus rappelées et découlant des analyses figurant dans le rapport, cet avis favorable est cependant assorti de 3 recommandations

Recommandations :

1 - Concernant le dossier réglementaire :

(Observation B)

a) Dossier réglementaire global : (Bordereau des pièces)

Il est recommandé de référencer les pièces de ce dossier comme suit :

- 1 - Rapport de présentation,
- 2 - Document graphique,
- 3 - Règlement

b) Document graphique : (Pièce 2 du dossier réglementaire)

Il est recommandé de compléter la légende du document graphique comme suit :

- Ajouter la zone blanche (à titre informatif) en indiquant que selon le dossier cette zone n'est pas susceptible d'être concernée par des hauteurs d'eau et des vitesses du fluide supérieures à celles des zones réglementaires (Rouges, jaunes ou bleues)
- Au niveau de la légende des zones réglementaires (Rouges, jaunes et bleues), préciser sommairement les principales exceptions permettant la réalisation de travaux, notamment sur les bâtiments existants avant l'approbation du PPRN.
- Indiquer à la suite du titre « ZONAGES RÉGLEMENTAIRES » : « *Voir définition détaillée sur le règlement* » en citant les articles correspondants (Pièce 3 du dossier réglementaire)

c) Règlement : (Pièce 3 du dossier réglementaire) Il est recommandé de mettre en cohérence et complémentarité la nouvelle formulation de la légende (recommandation ci-dessus) et les articles correspondants du règlement concernant les possibilités limitées d'extension.

Justifications : Si par définition le dossier réglementaire qui figurera en annexe du document d'urbanisme est rédigé de façon adaptée à l'instruction de l'application du droit des sols par les personnes initiées, l'enquête a mis en évidence que les vocables « inconstructible » ou « constructible sous conditions » tels que lus sur la légende du

premier document consulté (Plan des zones à risques) n'ont été que rarement biens compris.

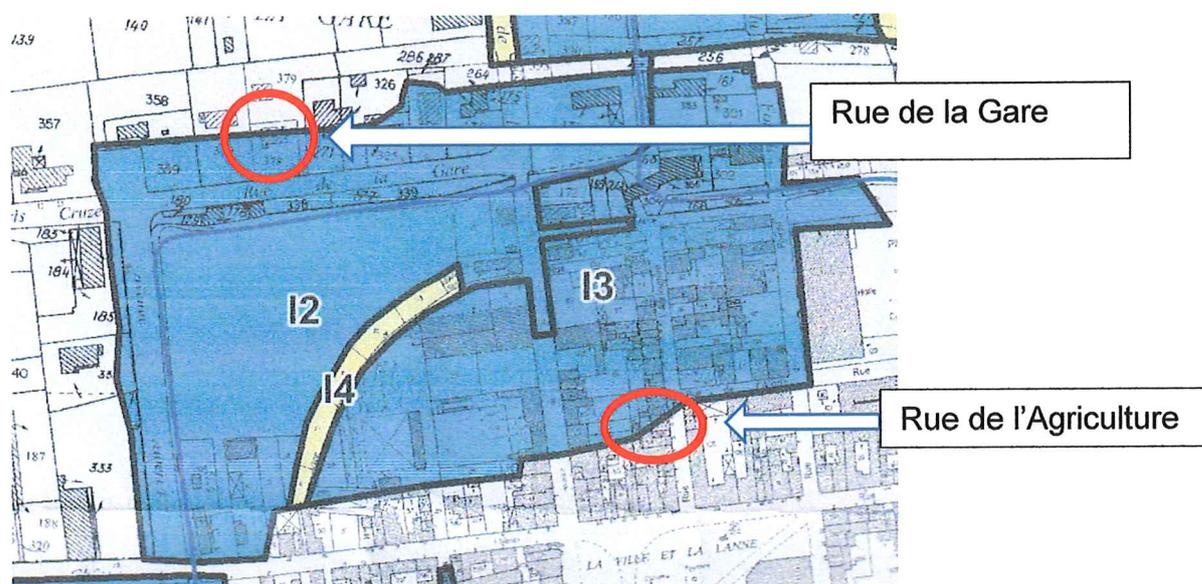
Cela malgré l'invitation de la commission d'enquête à consulter le règlement faisant état des possibilités d'aménagement certes limités mais possibles, notamment pour les habitations existantes.

Aussi, un renvoi au règlement écrit pour chacune des légendes du document graphique serait de nature à faciliter la lecture du dossier par le public sans affaiblir son caractère réglementaire.

Cela d'autant plus que l'espace libre sur le document graphique le permet sans bouleversement de la mise en page.

2 - Concernant les adaptations mineures de limites de zones et de modifications. (Observation C)

Il est recommandé de modifier la limite des zones de façon à ce que les édifications existantes situées « à cheval » sur deux zones soient incluses en totalité dans la zone la plus profitable au propriétaire concerné.



Justification : La définition périmétrique des zones appuyée sur des données GPS se rapporte au terrain nu. La représentation étant automatisée (et non manuelle) a logiquement « ignoré » les édifications.

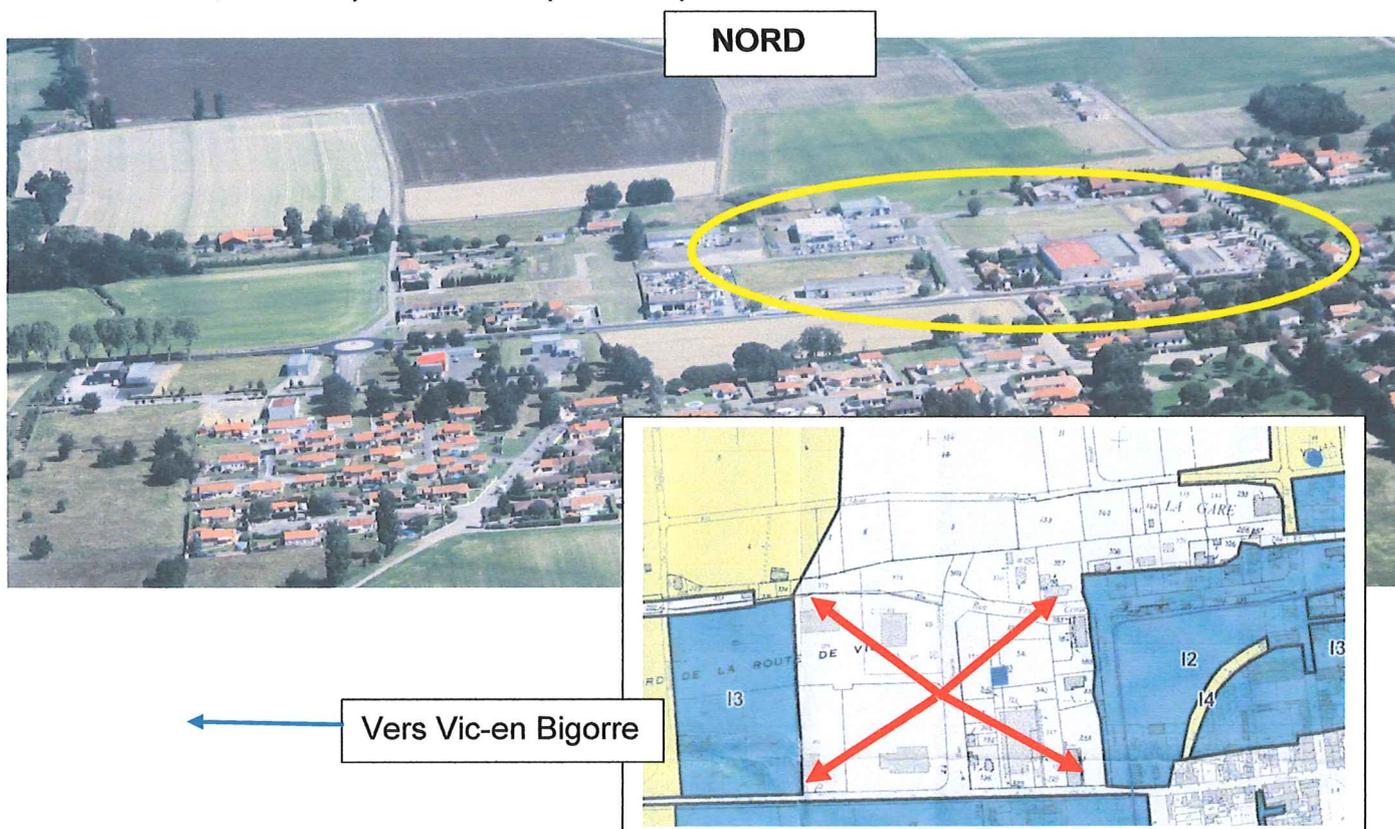
Pour un propriétaire, avoir deux règlements différents au titre du PPR pour **une même unité d'habitation** apparaît compliqué.

En outre, et même s'il est apparu que la projection verticale des zones est globalement précise, « l'œil électronique » peut ne pas retrouver avec exactitude les niveaux des terrains d'origine à l'échelle de surfaces très réduites comme celle d'un lot urbain.

Ainsi, l'adaptation des limites de quelques mètres pour éviter un double règlement sur un point très localisé, n'est pas de nature ni de remettre en cause les critères ayant présidé à l'élaboration du projet, ni de vicier les études ayant déterminé les zones.

4 - Concernant la demande classement de classement de zones blanches en zones bleues : (Observation N° 63)

Il est recommandé de maintenir en zone blanche les zones urbaines du bourg et de classer en zone bleue la zone blanche du projet dite « zone commerciale du Nord de la route de Vic », selon le périmètre ci-après indiqué :



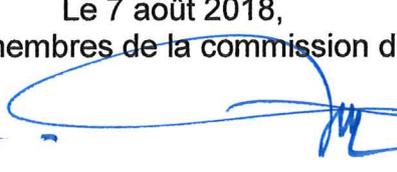
Justifications : Si les inondations de juin 2018 (En cours d'enquête) ont entraîné des submersions et des écoulements intempestifs en zones urbaines du bourg, elles ont paru être la conséquence de trombes localisées et non d'une importante pluviométrie généralisée sur les hauts bassins versants, telle que celles retenues pour la détermination des aléas du PPR.

Les constats sur site (notamment altimétriques) en ce qui concerne le secteur commercial de la route de Vic-en Bigorre sont de nature à agréer la demande municipale N° 63 pour un classement d'ensemble du secteur en zone bleue.

Nota : Les observations 35, 62, 61 et 64 sont développées et analysées dans le chapitre V du rapport. Ne concernant pas directement le projet de PPR, elles ne font pas l'objet de recommandations.

Le 7 août 2018,
Les membres de la commission d'enquête,


Christian FALLIÉRO


Tony LUCANTONIO


Christian BESSIÈRE